

Rapport de l'atelier de restitution et d'échanges sur l'Adaptation aux changements Climatiques et le Renforcement de la Résilience au Tchad



03 Septembre 2019
Hôtel Ledger Plaza, Ndjamena

Ce rapport a été financé par le gouvernement britannique par le biais du programme BRACED. Les opinions présentées dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues de BRACED, de ses partenaires ou de ses donateurs.

Table des matières

Introduction	3
1. Objectifs et résultats attendus de l'atelier.....	4
2. Cérémonie d'ouverture : poser les enjeux.....	4
3. Mise en place du Présidium.....	5
4. L'approche résilience du programme BRACED	5
<i>a) Le programme BRACED et son cadre conceptuel de la résilience :.....</i>	<i>5</i>
<i>b) Présentation du projet BRICS au Dar Sila, par l'ONG Concern Worldwide.....</i>	<i>6</i>
<i>c) Échanges avec l'assemblée.....</i>	<i>7</i>
5. Restitution et échanges autour de l'étude.....	7
<i>a) Présentation des résultats de l'étude.....</i>	<i>7</i>
<i>b) Observations des participants suite à la présentation du rapport</i>	<i>13</i>
6. Travaux de groupes visant à enrichir les recommandations	14
<i>a) Présentation des TDR et constitution des groupes de travail</i>	<i>14</i>
<i>b) Restitution des travaux de groupes.....</i>	<i>14</i>
7. Cérémonie de clôture et synthèse de l'atelier	18
Et après ?	18
Annexes.....	19
<i>a) Agenda</i>	<i>19</i>
<i>b) Liste des participants.....</i>	<i>20</i>
<i>c) Liste des participants aux travaux de groupe.....</i>	<i>22</i>
<i>d) Allocution du Représentant du MEEP.....</i>	<i>23</i>
<i>e) Allocution du Représentant du DFID à l'ouverture de l'atelier.....</i>	<i>25</i>
<i>f) Mot de bienvenue de AGORA 30 Tchad.....</i>	<i>27</i>

Introduction

Le Tchad est classé, selon certaines études, comme le pays le plus exposé aux effets des changements climatiques (Maplecraft, 2016). Une combinaison de pauvreté élevée, de conflits fréquents, de systèmes de gouvernance faibles, à laquelle s'ajoutent les risques de sécheresse et d'inondations, font que le pays est confronté à de nombreuses urgences humanitaires et lutte notamment pour faire face aux conséquences du changement climatique. Le pays connaît des conflits internes et frontaliers récurrents qui aggravent encore davantage ses vulnérabilités, en mettant sous pression les infrastructures limitées et la cohésion sociale. La géographie du pays contribue largement à sa vulnérabilité face au climat. Le Tchad est un vaste pays sans littoral qui connaît notamment de graves pénuries d'eau, ce qui pose des problèmes car la plupart des Tchadiens vivent de l'agriculture de subsistance et de l'élevage. Les populations rurales sont les plus pauvres et donc les plus exposées au changement climatique. Cependant, les zones urbaines sont également confrontées à des problèmes d'adaptation due notamment à l'augmentation rapide de la population, une population majoritairement jeune et qui affiche un taux de chômage élevé.

Dans ce contexte, une étude¹ commandée par le programme BRACED² et produite par l'IRAM³ a tenté de faire le point de manière synthétique sur les freins et les leviers pour renforcer la résilience des populations tchadiennes face aux catastrophes et événements climatiques extrêmes. L'étude a pour but d'aider à informer les décisions, stratégies et actions des partenaires.

Un atelier de restitution de ce travail a été organisé le 3 septembre 2019 à N'Djamena à l'Hôtel Ledger Plaza, en présence notamment de partenaires gouvernementaux, de partenaires techniques et financiers, de la société civile, et des milieux universitaires et de la recherche. La liste des participants est annexée au présent rapport. Une trentaine de participants a pris part à cet atelier structuré autour de quatre grandes sessions dont les principales conclusions sont présentées dans ce rapport (voir l'agenda en annexe) :

- Session 1 : Ouverture et mise en contexte
- Session 2 : Présentation de l'étude et échanges
- Session 3 : Travaux de groupe et restitutions
- Session 4 : Synthèse et clôture

L'atelier placé sous l'égide du programme BRACED a également bénéficié de la tutelle de la plateforme Agora 30 de la Résilience au Tchad dont le Secrétariat est assuré par l'ONG locale Lead Tchad. La plateforme, qui a bénéficié de l'appui du programme BRACED, se veut un espace de dialogue et d'influence multi-acteurs sur les questions de résilience et d'adaptation aux changements climatiques au Tchad.

Ce rapport d'atelier est une annexe à part entière de l'étude précédemment citée (Annexe 14). Il complète, en rendant compte des observations et contributions des participants, ladite étude.

¹ *Adaptation aux changements climatiques et renforcement de la résilience au Tchad : Diagnostic et perspectives*. Caroline Broudic, Nadji Tellro Wai, Mahamat-Ahmat Abakar, Denis Michiels (IRAM), Sept. 2019.

² BRACED (*Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters*) est un programme du Département du développement international britannique (DFID), mis en œuvre entre 2015 et 2019 via des projets gérés par des consortiums d'ONG travaillant dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est, et d'Asie, dont le Tchad (<http://www.braced.org/>).

³ L'IRAM (Institut de recherche et d'applications des méthodes de développement) est un bureau d'études associatif qui intervient depuis 1957 dans le champ de la coopération internationale (<https://www.iram-fr.org>).

1. Objectifs et résultats attendus de l'atelier

Les principaux objectifs de l'atelier étaient de :

- Contextualiser l'étude en présentant le programme BRACED et son approche conceptuelle de la résilience ;
- Présenter les principales conclusions et recommandations de l'étude, et les soumettre aux observations des participants ;
- Approfondir collectivement les principales orientations stratégiques proposées par l'étude en réfléchissant à des déclinaisons opérationnelles pour chaque domaine d'intervention recommandé.

Les résultats attendus étaient:

- La contribution à une compréhension et une connaissance claire et commune des enjeux de la résilience et de l'adaptation aux changements climatiques au Tchad ;
- L'adhésion des parties prenantes autour des recommandations principales de l'étude ;
- Un engagement accru des parties prenantes en faveur de la résilience climatique.

2. Cérémonie d'ouverture : poser les enjeux

La Cérémonie d'ouverture, modérée par le Consultant organisateur de l'atelier Mahamat Ahmat Abakar, a été marquée par les trois interventions ci-après (dans l'ordre des interventions, discours disponibles en annexe):

- **L'intervention du Représentant de DFID (Department for International Development), Simon Hopkins**, qui a rappelé la vulnérabilité du Tchad face aux effets du changement climatique et l'opportunité offerte par l'atelier d'un dialogue multi acteurs sur la résilience. Il a également rappelé la contribution du DFID pour le renforcement de la résilience au Tchad via le programme BRACED. M. Hopkins a insisté sur le fait que de tels enjeux doivent nécessairement transcender les découpages sectoriels, et reposer sur une complémentarité accrue des actions des partenaires en lieu et place des approches intégrées qui ont montré leurs limites. Enfin, il a insisté sur le besoin de synergie des actions humanitaires et de développement, qui doivent aussi placer les acteurs nationaux au centre du dispositif ;
- **La présentation d'AGORA 30, par Mme Bénoudji Colette, Coordinatrice de LEAD Tchad**, assurant le Secrétariat de l'AGORA 30 de la Résilience au Tchad, a insisté sur la genèse de la plate-forme et les activités réalisées jusqu'à ce jour. Elle a remercié le DFID pour l'appui reçu à travers le programme BRACED au Tchad.
- **Monsieur Olivier Kimto, Directeur Général de l'Environnement et du Développement Durable du Ministère de l'Environnement de l'Eau et de la Pêche** a ouvert officiellement l'atelier. Dans son allocution, il a fait un lien entre la tenue prochaine de la Conférence Action Climat qui se tiendra à New York le 23 septembre 2019 et la tenue de cet atelier, dont les recommandations pourraient servir à la Délégation tchadienne.

3. Mise en place du Présidium

Après ces discours d'ouverture, un présidium a été mis en place, composé comme suit :

- Président : Dr Dadoum Djeko Magloire, Coordonnateur Projet AMCC /UICN ;
- Vice-président : Dr Madjigoto Robert, Université de N'Djamena ;
- 1er Rapporteur : Dr Kemsol Nagorngar, CNAR ;
- 2ème Rapporteur : Parfait Maoulè, Lead Tchad.

La présentation des participants, de l'agenda et une photo de famille ont clôturé cette partie des activités de la session 1.

4. L'approche résilience du programme BRACED

Deux présentations complémentaires ont ensuite permis de :

- Rappeler le cadre dans lequel l'étude s'inscrit, à savoir le programme BRACED ;
- Présenter le cadre conceptuel de la résilience du programme ;
- Présenter les activités du programme au Tchad, notamment un exemple concret de mise en œuvre d'un projet résilience à travers le projet de Concern Worldwide, partenaire de mise en œuvre de BRACED au Tchad.

a) Le programme BRACED et son cadre conceptuel de la résilience :

Une brève présentation du programme BRACED par Jennifer M'Vuama, Chargée de projets Afrique de l'Ouest / Sahel et du suivi-évaluation pour le Gestionnaire de Fonds de BRACED, a permis de rendre compte de l'envergure du programme, de son ambition, de ses résultats, et de son approche de la résilience.

On retient de cette présentation les principaux éléments suivants :

BRACED est un programme financé par le DFID qui a débuté en février 2015 et qui prend fin en septembre 2019. À travers **quatre grandes composantes**, il vise à renforcer la résilience et l'adaptation des populations vulnérables face aux changements climatiques :

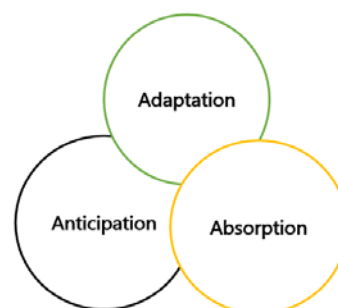
- Composantes A (projets Sahel) et B (projets Afrique de l'Est et Asie): les composantes A et B regroupent des projets gérés par 15 consortiums d'ONG à travers 13 pays. Concern Worldwide était le partenaire de mise en œuvre de BRACED au Tchad. Les différents projets ont permis à ce jour de soutenir plus de 14 millions de personnes pour faire face aux risques et chocs climatiques, et d'améliorer la résilience de plus de 7 millions de personnes.
- Composante C (gestion des connaissances): BRACED s'est également doté d'un consortium gestionnaire de connaissances emmené par l'Overseas Development Institute (ODI), qui cherche à générer des données factuelles et des enseignements ayant trait à la résilience et à l'adaptation. Une réalisation notable au Tchad dans le cadre de cette composante est la production d'un rapport sur le genre et la résilience (voir ci-contre).
- Composante D (Influence des politiques publiques) : Enfin, la composante D, à travers un ensemble d'activités telles



que des tables rondes, des rapports de situation et des processus de dialogue politique, vise à renforcer les capacités nationales, régionales et internationales pour préparer et planifier les augmentations attendues de la fréquence et de la gravité des phénomènes climatiques extrêmes. C'est dans le cadre de cette dernière composante, mise en œuvre dans la dernière année du programme, que le rapport de diagnostic produit par IRAM s'inscrit.

En termes d'approche, le programme BRACED à travers ses différents projets a cherché à améliorer trois capacités interconnectées et jugées essentielles à la résilience (les 3A) :

- *La capacité d'adaptation* : capacité à prendre des décisions délibérées et planifiées pour parvenir à un état souhaité même lorsque les conditions ont changé ou sont sur le point de changer.
- *La capacité d'anticipation* : aptitude des systèmes sociaux à anticiper et à réduire l'impact de la variabilité et des extrêmes climatiques grâce à la préparation et à la planification.
- *La capacité d'absorption* : aptitude des systèmes sociaux, à l'aide des compétences et des ressources disponibles, à faire face et à gérer les conditions négatives, les situations d'urgence ou les catastrophes.

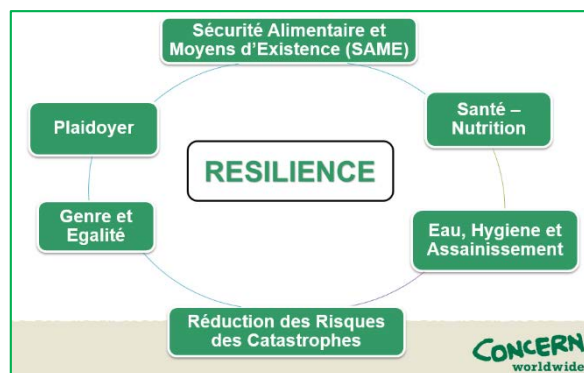


Les projets BRACED ont ciblé différents niveaux d'action (individus, ménages, communauté, district, niveau national, systèmes socio-écologiques). Le projet mis en œuvre par Concern Worldwide au Tchad donne un exemple de paquet d'activités visant à renforcer la résilience.

b) Présentation du projet BRICS au Dar Sila, par l'ONG Concern Worldwide

M. Ali Moustapha de l'ONG Concern Worldwide a ensuite présenté le projet mis en œuvre au Tchad dans le cadre de BRACED. La présentation a mis l'accent sur les points suivants :

- Le projet, intitulé BRICS (Building Résilience in Chad and Sudan), a été mis en œuvre par un consortium d'organisations mené par Concern Worldwide de 2015 à 2018 dans la région du Sila, Département de Kimiti, Sous-Préfecture de Goz Beida.
- Via une approche intégrée multisectorielle, il a bénéficié directement à 36 846 personnes affectées par les effets des sécheresses régulières dans l'Ouest du Darfour et à l'Est du Tchad.
- Au niveau de la logique d'intervention et des paquets d'activités du projet, nous retiendrons :



- ✓ Au titre de la SAME : soutien à l'agriculture paysanne et à la gestion des ressources naturelles, soutien à l'élevage et aux activités d'agroforesterie, activités génératrices de revenus.
- ✓ Au titre de la Réduction des Risques de Catastrophes : Comites communautaires d'actions, appui SISAAP/CRA/CDA/CLA

- ✓ Au titre de la santé/nutrition : appui institutionnel, sante communautaire, sante maternelle et infantile.
- ✓ Au titre de l'eau, hygiène et assainissement (EHA): systèmes d'alimentation et comites de gestion de l'eau, Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), dalles SanPlat, arbres fruitiers Arboloo, PHAST (Participation à la Transformation de l'Hygiène et de l'Assainissement) et de Petites Action Faisables et Importante (PAFI).
- ✓ Au titre du genre/égalité : Dialogue genre et égalité et autonomisation de la femme, séances sur la Compétence de vie des femmes, dialogue communautaire/Assemblée villageoise, campagne de sensibilisation sur le rôle des hommes et femmes.
- ✓ Au titre du plaidoyer : Appui à la mise en place de la plateforme Agora 2030, Appui coordination des acteurs de la résilience au Tchad, appui à l'élaboration de la politique nationale de l'environnement, dissémination des leçons apprises, Appui à l'adaptation et à la mise en œuvre du cadre de Sendai, Organisation de la *Journée du paysan*.

c) Échanges avec l'assemblée

Les présentations ont suscité quelques questions et remarques.

QUESTIONS	REPNSES
Quels sont les grands défis dans la mise en œuvre d'un programme tel que BRACED ?	Une difficulté dans un programme de cette envergure ciblant des contextes très variés avec de multiples partenaires est la mesure cohérente de la résilience et de la performance à l'échelle du programme, avec des outils, méthodologies et indicateurs SMART adaptés et un minimum harmonisés, tout en prenant en compte et en conservant les spécificités de chaque contexte.
Quel est le cout du programme ?	Le programme BRACED a représenté un investissement total de la coopération britannique de £140 millions.
REMARQUES	
Au niveau des activités EHA au Tchad en milieu communautaire, il a été remarqué que les défis se situent au niveau de la gestion des sols et des eaux, et de l'utilisation du chlore. Il a été souligné qu'il serait utile d'identifier les bonnes pratiques sur cette thématique pour les acteurs.	

5. Restitution et échanges autour de l'étude

a) Présentation des résultats de l'étude

Le rapport de synthèse élaboré par l'IRAM a été introduit par Mahamat Ahmat Abakar et présenté par Nadjji Tellro Wai, tous deux membres de l'équipe des quatre consultants qui ont été mandatés pour réaliser cette étude. La présentation a abordé les points suivants :

- Objectifs de l'étude
- Méthodologie
- Résultats et analyses
- Conclusions et recommandations

Deux objectifs ont été assignés à cette étude :

- Générer des connaissances actualisées en matière de renforcement de la résilience et d'adaptation aux changements climatiques au Tchad ;
- Contribuer aux réflexions stratégiques visant à soutenir les bonnes pratiques en matière de résilience et d'adaptation aux changements climatiques au Tchad.

L'étude est structurée autour de **quatre thématiques de recherche** :

Le profil de climat actuel du Tchad	Quelles sont les évolutions et les risques induits par les changements climatiques ?
État des lieux de la vulnérabilité des secteurs, territoires et groupes face aux risques climatiques.	Quelles sont les conséquences de ces évolutions récentes et en perspectives sur la vulnérabilité des populations des différentes régions du pays et sur les principaux systèmes de production pratiqués ?
Modes de gouvernance et de planification	Quelles sont les priorités et les actions dans ce domaine ? Quels sont les domaines à renforcer pour plus d'efficacité dans le soutien à l'adaptation aux changements climatiques et à la résilience?
Flux de financement / principaux investissements	Quels sont les mécanismes de protection sociale et filets sociaux développés ? Quelles analyses peut-on en faire pour orienter les actions à conduire dans le domaine ?

La méthodologie de recherche a reposé sur une revue documentaire et des consultations avec des parties prenantes.

On retient de cette présentation les **principaux résultats et analyses** suivants :

Profil climatique du Tchad. La présentation a démontré que le territoire tchadien est subdivisé en 6 zones bioclimatiques : Zone saharienne, Zone saharo-sahélien, Zone sahélienne, Zone sahélo-soudanienne, Zone soudanienne, Zone guinéenne.

Les caractéristiques des tendances climatiques actuelles sont les suivantes :

- Des fortes variabilités inter et intra-annuelles pluviométriques avec années tantôt déficitaires, tantôt excédentaires des récurrences intermittentes sèches et des faux départs et retours tardifs des pluies ;
- Les projections semblent s'accorder pour des prévisions de températures à la hausse pour les prochaines décennies ;
- La recrudescence d'événements climatiques extrêmes souvent évoquée mais tendance non confirmée par les données disponibles.

Cadre institutionnel pour la gestion du climat. Au plan institutionnel le rapport souligne l'existence de documents cadres de qualité en matière de climat mais leur opérationnalisation est peu visible, en partie à cause des facteurs suivants :

- l'instabilité institutionnelle ;
- forte centralisation de l'administration ;
- manque moyens financiers.

Les vulnérabilités des territoires, des populations et des moyens d'existence. Le rapport souligne également les principales vulnérabilités du Tchad, qui peuvent agir individuellement ou se mutualiser pour aggraver davantage la situation à cause :

- Des moyens d'existence fortement dépendants du climat,
- Une recomposition des territoires, sources de tensions,
- La question démographique indissociable de la condition féminine et la gestion foncière,
- Des écosystèmes fragilisés par la compétition sur les ressources,
- De l'usage communautaire à la privatisation des ressources naturelles et des biens,
- Une sous-urbanisation et un développement urbain non contrôlé,
- Des stratégies d'adaptation confrontées à de nombreux défis.

Évolution du Système de Prévention et de gestion des crises alimentaires. Au plan de la prévention, le rapport souligne l'évolution récente du schéma de prévention et de gestion des crises alimentaires (SAP/SIM) avec un objectif de renforcement de la résilience et une formalisation du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires et Nutritionnelles (DNPGC) en 2017 par un arrêté. Cependant, le DNPGC qui repose essentiellement sur le CASAGC et le SISAAP :

- possède plusieurs organes non opérationnalisés (CTO, SP),
- N'a pas de cadre de référence en matière de résilience
- Et souffre de l'absence de concrétisation du Haut Comité National de Sécurité Alimentaire et de Gestion des Crises (HCNSA/GC) qui était auparavant rattaché à la Primature, laquelle structure est désormais supprimée du Schéma institutionnel de la République du Tchad.

Gouvernance et planification. La situation générale de la gouvernance et de la planification en matière d'adaptation aux Changements climatiques est caractérisée par les éléments suivants:

Leviers	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'adhésion du Tchad aux initiatives impulsées par la communauté internationale : REACH, SUN, AGIR, Socle de Protection Sociale ; ✓ L'adoption d'une série de plans et stratégies multisectoriels de prévention et de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ; ✓ L'adoption des Plans et Stratégies de la SAN : PNISR 2016-2022, PNNA 2014-2025, PRP/AGIR 2016-2021, SNPS 2014-2018, PAN-RRC 2015-2020 ; ✓ Une documentation conséquente en matière de résilience et de changement climatique ; ✓ Le SISAAP, organe clé du DNPGC, qui assure le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle.
Freins	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La multiplicité des mécanismes de coordination stratégique ou opérationnelle de faible dynamisme ; ✓ Une contrainte majeure dans la production et la qualité des données primaires ; ✓ Une Base d'échantillonnage des enquêtes quantitatives obsolètes ; ✓ Un réseau national de stations météorologiques et hydrologiques vétuste ; ✓ Des centres de recherche nationaux n'ayant pas assez de moyens.

En termes d'organisation et de mobilisation des acteurs, la présentation a mis en exergue :

<p>Les réseaux d'influence des politiques publiques sous plusieurs formes d'action</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La mobilisation de la société civile sur les questions environnementales et des CC se structure même si encore embryonnaire. ✓ Des Plateformes regroupant des membres de la société civile, des producteurs, des représentants de l'État contribuent au dialogue et à l'élaboration des politiques sectorielles (AGORA 30, Plateforme Pastorale CNCPR, CELIAF, etc.)... ✓ L'Alliance pour les filets sociaux, coordonnée par Oxfam, regroupe des ONG qui visent à accroître leur influence dans le processus d'institutionnalisation des filets sociaux.
<p>La coordination des interventions humanitaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Représentation des clusters sous l'égide des Nations Unies dans un nombre limité de régions : régions du Lac, du Logone oriental et de l'Ouaddaï où se concentrent les populations déplacées. ✓ Dynamisme des clusters dépendent des responsables des agences NU qui les animent et dont le turn over est fréquent. ✓ Les Structures de l'administration Tchadienne participent à des degrés divers aux activités des clusters. ✓ Les faibles moyens de fonctionnement de ces dernières limitent une responsabilité accrue des institutions nationales dans les mécanismes de coordination humanitaire.
<p>Le Nexus humanitaire-développement encore récente mais en plein développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 2017 : 1er forum organisé par le Ministère du Plan (suivis de forums thématiques en 2018). ✓ 2018 : groupe de travail sur le nexus créé au sein du cluster SA. ✓ 2019 : L'approche nexus est intégrée dans le plan de réponses humanitaires (PRH).

La présentation du rapport a mis aussi en avant les principales conclusions de l'atelier Nexus organisé par l'UE en 2018 notamment :

- Besoins de flexibilité des interventions et des mécanismes de financement pour faciliter l'adaptation au changement de contexte.
- Nécessité de créer des fonds dédiés à la résilience et à la transition.
- Manque d'ancrage institutionnel pour assurer la durabilité des actions.

Le dispositif de pilotage est-il en adéquation avec les problématiques de résilience ? Le rapport souligne :

- Multiplication des cadres multisectoriels de programmation en lien avec la SAN-Résilience (le plus souvent sous l'impulsion des PTF).
- Fort Leadership des PTF sur la SAN-Résilience et le Développement rural du fait de leur niveau d'expertise, leurs expériences et leur niveau d'investissement.
- Fortes Difficultés de fonctionnement du cadre institutionnel et des organes techniques de la prévention et gestion des crises :
 - ✓ mode « projet » de financement des structures participant à l'information;
 - ✓ faible contribution de l'État;
 - ✓ concentration des responsabilités au sein d'un seul Ministère (Plan);
 - ✓ difficultés de gestion du stock national de sécurité;
 - ✓ confiance limitée entre donateurs et gouvernement.

Flux de financements et cartographie des acteurs.

Les financements fortement dépendants de la contribution des PTF montrent les faiblesses suivantes :

- L'approche projet est fortement dominante au Tchad avec pour corollaire le défi de la pérennité.
- L'approche programme (par exemple avec des fonds communs) est peu développée et les appuis budgétaires dans le secteur SAN-Résilience inexistant.
- De nombreux projets portent l'intitulé de « renforcement de la résilience » ou « autonomisation socio-économique » de populations vulnérables sans grande distinction souvent avec des actions de relèvement.

Sur cette question spécifique du financement le rapport met en exergue des bonnes pratiques de certains Partenaires Techniques et Financiers et souligne que les enjeux de la résilience et des changements climatiques impliquent des approches qui dépassent largement un horizon à trois-quatre ans d'intervention. La Coopération suisse est la seule à proposer des financements sur douze ans. Le contexte politique et environnemental nécessite par ailleurs une certaine souplesse qui n'est pas toujours compatible avec les cadres formels de la plupart des instruments. L'approche orientée changement portée par l'AFD favorise la Co-construction des projets avec les acteurs concernés et leur adaptation à l'évolution du contexte.

Compte tenu de la complexité des défis, **les principales conclusions et recommandations de l'étude** s'articulent autour de 3 piliers stratégiques et de quatre domaines d'intervention recommandés.

Piliers :

- (i) Placer les acteurs tchadiens au centre de la stratégie ;
- (ii) Considérer le local comme échelle d'actions ;
- (iii) Privilégier la convergence des actions plutôt que les approches intégrées.

Recommandations :

<p>Domaine d'intervention 1 : Production et diffusion de connaissances et d'informations.</p> <p><i>L'amélioration de la compréhension des tendances et enjeux climatiques passe par à un renforcement des structures et à une valorisation des savoirs locaux.</i></p>	<p><i>R 1. Appui à la production et diffusion d'une information de qualité en lien avec les changements climatiques.</i></p> <ol style="list-style-type: none">1.1 Renforcer la collecte, le suivi et l'analyse des données météorologiques à travers les structures étatiques et interétatiques et en valorisant les savoirs locaux (prévisions, tendances, impacts, réponses).1.2 Renforcer les capacités des centres de recherche étatiques (CNAR, ITRAD, IRED, Universités, etc.) dans la production et diffusion de l'information.1.3 Renforcer les capacités des structures étatiques, des collectivités territoriales et des communautés dans la prévision des aléas climatiques et dans la gestion des risques. <p><i>R 2. Appui à la recherche pour la promotion de solutions adaptées aux changements climatiques dans le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, agroforesterie...).</i></p> <ol style="list-style-type: none">2.1 Documenter les pratiques adaptées aux changements climatiques au Tchad et dans les autres pays sahéliens.2.2 Appuyer les acteurs (recherche, société civile...) dans l'expérimentation et la diffusion.2.3 Construire, sur la base d'arguments solides, le discours sur le modèle agricole défendu par les acteurs étatiques et non étatiques (ex : Agriculture paysanne, place des femmes...).
<p>Domaine d'intervention 2 : Appui aux politiques publiques</p> <p><i>Le renforcement du rôle de la société civile nationale dans l'élaboration des politiques publiques et leur suivi.</i></p>	<p><i>R 3 : Renforcement des réseaux d'influence et de dialogue de la société civile.</i></p> <ol style="list-style-type: none">3.1 Cartographier et analyser les capacités des organisations de la société civile, les groupements de producteurs, les centres de recherche, etc., susceptibles d'influencer les politiques.3.2 Appuyer les plateformes de la société civile au niveau national et leur décentralisation (AGORA 30, Plateforme pastorale, CNCPR, AFJT...).3.3 Renforcer la participation de la société civile à l'élaboration des politiques publiques et au suivi de leur mise en œuvre. <p><i>R 4. Appui à l'intégration de l'approche genre dans les politiques publiques et dans les programmations.</i></p> <ol style="list-style-type: none">4.1 Renforcer les capacités des hommes et des femmes en matière des droits humains et leur égal accès à la justice et à l'exercice des droits civiques et politiques.4.2 Éliminer toutes formes de violences basées sur le Genre (VBG).4.3 Promouvoir l'accès égal et équitable des hommes et des femmes aux ressources et/ou facteurs de production.

<p>Domaine d'intervention 3 : Gestion des Ressources Naturelles</p> <p><i>Renforcement de la résilience aux changements climatiques et aux aléas naturels des communautés locales et des écosystèmes.</i></p>	<p><i>R 5 : Appui aux organisations paysannes et pastorales pour l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement adaptées aux changements climatiques.</i></p> <p>5.1 Appuyer l'agriculture paysanne à travers la promotion de pratiques d'agro-écologie / conservation des sols et des eaux / agroforesterie.</p> <p>5.2 Appuyer les groupements pour une gestion concertée des territoires et des ressources naturelles.</p> <p>5.3 Promouvoir le rôle des femmes dans les activités productives</p> <p><i>R 6. Appui aux collectivités territoriales pour l'intégration de la gestion des ressources naturelles dans les planifications communales</i></p> <p>6.1 Accompagner le processus de décentralisation à travers l'appui à la responsabilisation des communes dans la gestion de leur territoire et des ressources naturelles.</p> <p>6.2 Promouvoir la participation de la population dans la gestion des territoires et des ressources (exemple de l'approche participative Self Land Policies développée par le CIRAD au Sénégal).</p> <p>6.3 Renforcer la cohésion sociale à travers l'accompagnement des comités de prévention et de gestion des conflits.</p>
<p>Domaine d'intervention 4 : Adaptation des modes de financement aux enjeux de la résilience et des changements climatiques</p>	<p><i>R 7 : Appui à l'opérationnalisation des politiques publiques en matière de résilience et de changements climatiques.</i></p> <p>7.1 Appui à l'Autorité Nationale Désignée du Fonds Vert pour le climat (AND-FVC) à travers une approche concertée avec le gouvernement tchadien, les PTF et les acteurs de la société civile pour l'élaboration d'une feuille de route, l'identification des priorités opérationnelles et la mobilisation des financements.</p> <p>7.2 Adaptation des modes de financement aux enjeux de la résilience et des changements climatiques, à travers des mécanismes plus flexibles et à long terme (exemple de la Coopération suisse proposant des financements d'une durée de 12 ans).</p>

b) Observations des participants suite à la présentation du rapport

La présentation et le rapport ont été bien accueillis et salués par les participants, qui ont aussi partagé des réactions et commentaires pertinents tant sur la forme que sur le fonds du document et du propos.

Principaux commentaires sur la forme :

- Un graphique montrant l'augmentation des inondations aurait été utile ;
- Il est conseillé d'épeler le R pour les recommandations, sinon cela peut être confondu avec « résultats » ;

Principaux commentaires sur le fonds :

- Le rapport ne fait pas allusion à l'absence d'un cadre institutionnel pour la gestion des eaux souterraines qui est un défi ;

- À propos du dispositif de gestion et de suivi des crises alimentaires qui se trouve en ballottage : il pourrait être recommandé un ancrage institutionnel du dispositif ;
- Il faut insister sur la nécessaire régénération des ressources naturelles telles que la reforestation.
- Le rapport ne référence pas suffisamment les innovations et initiatives existantes pour renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes : P2RS, PDRLIAT AGIR, PARSAT, etc.
- Oxfam a fait un travail important en milieu rural sur la résilience et le rapport n'en fait pas mention ;
- IRED/ANADER comme structures nationales mériteraient un paragraphe ;
- Le rapport mentionne le CNAR (Centre National d'Appui à la Recherche) mais il a été rebaptisé CNRD (Centre National de Recherche pour le Développement);
- Un commentaire sous forme de question a interrogé sur comment assurer la participation concrète des populations à la gestion de l'eau.

Des commentaires spécifiques sur les recommandations ont également été partagés. Ils sont détaillés dans la section suivante dans le cadre des travaux de groupe.

6. Travaux de groupes visant à enrichir les recommandations

a) Présentation des TDR et constitution des groupes de travail

Quatre groupes de travail ont été constitués (un pour chaque domaine d'intervention) et ont reçu chacun la même mission en deux points à savoir :

- Poursuivre l'analyse de la pertinence des recommandations proposées dans l'étude et en formuler de nouvelles, le cas échéant.
- Compléter et approfondir avec des propositions concrètes la liste des applications opérationnelles pour chaque recommandation dans leur domaine d'intervention.

Après une heure de travail chaque groupe a présenté en plénière le résultat de ses travaux.

b) Restitution des travaux de groupes

GROUPE 1 : Production, Discussion et diffusion des connaissances et d'informations

Le groupe 1 a principalement commenté la forme des recommandations et a proposé quelques compléments aux sous-points opérationnels existants.

Analyse de la pertinence des recommandations et propositions additionnelles	<p>Le groupe a partagé les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour éviter les confusions entre résultat et recommandation qui commencent tous par R, il vaut mieux écrire Recommandation au lieu de R ; • Le titre de la Recommandation 1 pourrait être: Appui à la production et diffusion des informations agro-climatiques
-----------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Compléter la liste des applications opérationnelles</p>	<p>Le groupe a partagé les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les structures d'appui et conseil doivent aussi être mentionnées comme acteurs des activités du domaine d'intervention 1; • 2.3 : il devrait être fait explicitement mention de l'agriculture Intelligente face au changement climatique dans les exemples entre parenthèses. • 1.1 : Renforcer les équipements de mesures et d'évaluation pour produire des données agro-hydrométéorologiques fiables est également recommandé. • 1.1 : Il faut aller au-delà des données météorologiques et appuyer la collecte, le suivi et l'analyse des données agro-hydro-météorologiques également. • Le SISAAP, l'ANADER, l'ANAM, la DRE et IRED sont les structures nationales clé pour le domaine d'intervention 1. • Le CNAR (mentionné dans le rapport) est désormais le CNRD ; • 2.3. Remplacer PTF par décideurs.
------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

GROUPE 2 : Appui aux Politiques Publiques

Le groupe 2 s'est bien approprié les termes de référence et a décliné les recommandations de son domaine d'intervention en activité comme suit :

<p>Compléter la liste des applications opérationnelles</p>	<p>3.1 <i>Cartographier et analyser les capacités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier et responsabiliser les acteurs en charge • Mettre en place un mécanisme de suivi • Identifier de manière spécifique les peuples autochtones dans la littérature du rapport <p>3.2 <i>Appuyer les plateformes de dialogue impliquant pouvoirs publics et société civile</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer leur capacité technique et financière pour les rendre plus opérationnel au niveau national et international. • Impliquer davantage les organisations de la société civile dans les analyses prospectives, permettant la mise en valeur des stratégies et des innovations dans le domaine de la résilience aux changements climatiques <p>4.1 <i>Renforcer les capacités des hommes et des femmes en matière des droits humains</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Éduquer massivement les hommes et les femmes en matière de droits humains de base • Initier les échanges d'expériences entre les communautés nationales et internationales en matière de bonnes pratiques. • Intégrer l'enseignement en droits humains de base dans les écoles • Impulser la dynamique de la société civile à tenir comptable l'état sur ses engagements <p>4.2 <i>Éliminer toutes formes de violences basées sur le Genre (VBG).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la société civile spécialisée à prendre en main la question de VBG au Tchad
------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer le processus de validation du code de la famille au Tchad • Susciter un cadre qui intègre les différents leaders religieux et traditionnels pour un dialogue sur la VBG et faire la prévention en VBG • Promouvoir des recherches pour documenter les pratiques en matière de VBG <p>4.3 <i>Promouvoir l'accès égal et équitable des hommes et des femmes aux ressources</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vulgariser et garantir le droit de chacun et un accès équitable.
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

GROUPE 3 : Gestion des Ressources Naturelles

Le groupe 3 a commenté les recommandations 5 et 6 du rapport relatives au domaine de la gestion des ressources naturelles. Le groupe a proposé des amendements aux points d'action existants et a fait de nouvelles propositions :

Recommandations de l'étude	Points d'actions	Commentaires du Groupe	Compléter la liste des applications opérationnelles
R5 : Appuis aux organisations paysannes et pastorales pour l'adoption des pratiques adaptées aux CC	5.1 Appuyer l'agriculture paysanne à travers la promotion de pratiques d'agro-écologie / conservation des sols et des eaux / agroforesterie.	<p>Pertinente car elle encourage les pratiques familiales, diminue les risques de conflits</p> <p>Réduction des émissions liées à la déforestation liée aux GES</p>	<p>Accompagner et/ou renforcer le cadre de concertation déjà existant et règlement</p> <p>Les décliner localement</p>
	5.2 Appuyer les groupements pour une gestion concertée des territoires et des ressources naturelles.	<p>Les lois modernes doivent tenir compte des pratiques traditionnelles des communautés tout en proposant des mesures d'accompagnement claires</p> <p>L'influence des autorités locales dans les règlements des conflits</p>	<p>Promouvoir et vulgariser les conventions locales pour une bonne connaissance du contexte local et une gestion apaisée des Ressources Naturelles</p>
	5.3 Promouvoir le rôle des femmes dans les activités productives	<p>Femme joue un rôle important dans la famille, mais avec des responsabilités limitées, accès limité à la terre, victime des pratiques traditionnelles néfastes, etc.</p>	<p>Accélérer l'adoption des différents codes : foncier, code famille, etc.</p>
R6 : Appuis aux acteurs provinciaux et locaux pour	6.1 Accompagner le processus de décentralisation à travers l'appui à la	Le constat général est que le processus de décentralisation ne touche	Accélérer la mise en place des communes

l'intégration de la gestion des Ressources Naturelles et de la durabilité des systèmes d'exploitation dans les planifications territoriales	responsabilisation des communes dans la gestion de leur territoire et des ressources naturelles.	que les communes urbaines	
	6.2 Promouvoir la participation de la population dans la gestion des territoires et des ressources (exemple de l'approche participative Self Land Policies développée par le CIRAD au Sénégal).		Encourager les programmes régionaux de développement. Harmoniser les approches en matière de participation communautaire
	6.3 Renforcer la cohésion sociale à travers l'accompagnement des comités de prévention et de gestion des conflits.	Accapement des terres par les privés qui crée des conflits	Promouvoir Nexus : Humanitaire et Développement

GROUPE 4 : Adaptation des modes de financement aux enjeux de la résilience et des changements climatiques

Le groupe a fait quatre propositions suivantes :

Compléter la liste des applications opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte le changement climatique dans toutes les politiques publiques ; • Faire respecter la déclaration de Paris sur l'aide publique par le Gouvernement et les PTF ; • Réorganiser la gouvernance des fonds alloués aux CC et à la résilience provenant des PTF et du gouvernement > il faut influencer l'orientation des appuis budgétaires. • Organiser l'AND-FVC pour la gestion des fonds destinés aux activités de la protection de l'environnement ; • Associer systématiquement AND-FVC aux négociations de tous les nouveaux projets liés à l'environnement et non créer d'autres cellules d'exécution des projets
-----------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

À travers ces présentations, des observations de forme et de fonds ont été soulevées qui complètent les réflexions du rapport. Des recommandations supplémentaires ont aussi été proposées. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un atelier de validation de l'étude mais de restitution, le rapport a été symboliquement adopté par l'assistance, sous réserve de la prise en compte des observations et recommandations. Cette prise en compte se fera en annexant le présent rapport d'atelier à l'étude.

7. Cérémonie de clôture et synthèse de l'atelier

Le Représentant de DFID a tenu à remercier les participants et il a souligné que leurs riches discussions ont permis de comprendre la nature et le type de risques qui pèsent toujours sur les pays fragiles comme le Tchad, et qui requièrent des actions rigoureuses d'adaptation aux changements au plan stratégique et au plan opérationnel.

Les analyses et la diversité des interventions à travers la plénière et les travaux de groupe ont définitivement fixé la pertinence des actions concrètes mises en exergue dans les conclusions du rapport et au cours des travaux de l'atelier.

Le représentant du Gouvernement a pour sa part souligné la nécessité de poursuivre conjointement la mise en œuvre des recommandations de cet atelier et que les autorités nationales ne manqueront pas prendre rapidement les différentes mesures relevant du domaine public de même que les contributions financières nécessaires à la mise en œuvre des recommandations.

Enfin, les remarques de clôture ont mis l'accent sur les difficultés de compréhension entre la société civile et l'État et sur la nécessité de créer un environnement favorable à l'organisation de la société civile. Il faut créer des relations de communication et de confiance entre le gouvernement et la société civile tout en évitant sa politisation. Des propositions concrètes telles que l'opérationnalisation de la loi d'orientation agro-pastorale et la déclinaison des cadres de concertation au niveau local peuvent contribuer à cet objectif et favoriser la résilience.

Et après ?

L'atelier a vu la participation de presque toutes les composantes essentielles à ce type de rencontre. En effet les principales structures nationales concernées directement ou indirectement par la problématique d'adaptation aux changements climatiques ont été représentées à un haut niveau aux côtés des représentants des organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers. Bien que l'atelier se soit tenu sur une journée, il a permis néanmoins des échanges pertinents qui ont dans l'ensemble largement confirmé la pertinence des analyses et conclusions du rapport.

On regrettera le retard enregistré au démarrage, qui a eu un impact sur la capacité de certains participants à prendre part aux travaux de groupe.

En termes de perspectives pour la suite, on notera trois axes :

- Poursuivre une diffusion large du rapport auprès de la communauté des professionnels de la résilience et de l'adaptation ;
- Continuer la dissémination locale et ciblée du rapport par les consultants auprès des décideurs et des acteurs de développement / humanitaires qui pour des raisons diverses n'ont pas participé aux travaux de l'atelier, et impulser des discussions avec eux ;
- Utiliser des cadres de plaidoyer et de concertation pour opérationnaliser certaines recommandations, en fixant des échéances.

Annexes

a) Agenda

Horaires	Sessions	Intervenant(s)
8h30 – 9h30	Session 1 : Ouverture et mise en contexte	
08h30 - 08h45	Arrivée et installation des invités	Facilitateur
08h45 - 09h00	Mots d’ouverture par l’autorité de tutelle et les Représentants de BRACED	Autorité de tutelle et représentants BRACED
09h00 - 09h15	Présentation des participants et adoption de l’agenda. Photographie du groupe.	Participants
09h15 - 09h30	Mise en contexte : Présentation des activités du programme BRACED au Tchad	Partenaires de mise en œuvre BRACED
9h30 – 10h45	Session 2 : Présentation de l’étude et échanges	
09h30 - 10h00	Présentation du rapport IRAM	Représentant IRAM
10h00 – 10h45	Échanges et questions sur le rapport	Présidium
10h45 – 11h15	PAUSE CAFE	
11h15 – 12h30	Session 3 : Travaux de groupe et restitutions	
11h15 – 11h30	Présentation des objectifs de la session et formation de groupes thématiques	Présidium / groupes
11h30 – 12h30	Démarrage des travaux de groupe	Groupes
12h30 – 13h45	PAUSE DEJEUNER	
13h45 – 14h15	Finalisation des travaux de groupe	Participants
14h15 - 15h45	Restitution des travaux de groupe par thème	Participants
15h45 – 16h15	PAUSE CAFE	
16h15 - 17h00	Session 4 : Synthèse et clôture	
16h15 - 16h45	<ul style="list-style-type: none"> ○ Synthèse des travaux et des recommandations ○ Adoption des recommandations et d’une feuille de route 	Présidium / Participants
16h45 – 17h00	Clôture de l’atelier.	BRACED et Autorité de tutelle

b) Liste des participants

#	Organisation	Prénom, Nom	Fonction
1	ACF-RESILAC	Georges Kasumbe	Coordonnateur
2	AFD (Agence française de développement)	Clara Proutheau	Chargée de projet
3	AFPAT (Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad)	Aïssatou Oumarou	Coordonnatrice Adjointe
4	Agence nationale de la météorologie	Ayday Linkel	Chef division Climats
5	AMCC (Alliance Mondiale contre le Changement Climatique)	Benoit Sarr	Assistant Technique
6	Association des éleveurs Nomades	Mahamat Nour Abdallah	Secrétaire General
7	BAD (Banque africaine de développement)	Dokoubou J Rodolphe	Responsable Eau & Assainissement
8	Centre National de recherche pour le Développement (CNRD)	Kemsol Nagor Ngar	Chercheure
9	CONACILSS	Bitangui Ousman	Assistant
10	Concern Worldwide	Ali Ben Mustapha	Chargé Communication
11	Coopération Suisse	Felberhan Rudolph	Directeur Adjoint
12	DFID	Simon Hopkins	Représentant
13	ECHO	David kerespars	Chef de Bureau
14	FAO	Djarma Ali	Consultant /Chercheur
15	GIZ	Jaeger Martin	Chef de projet GIZ
16	Institut de Recherches Agronomiques (ITRAD)	Komna Nganara Ngawara	Chercheur
17	IRAM	Mahamat Ahmat Abakar	Consultant
18	IRAM	Nadji Tellro Wai	Consultant
19	KPMG / BRACED	Jennifer M'Vousama	Results Manager
20	LEAD TCHAD	Colette Benoudji	Coordo/Braced
21	LEAD TCHAD	Parfait Maoulé	Formateur
22	MIDEL/CASSET	Mahamat Abderaman Mahamat	Coordonnateur
23	Ministère de l'Action sociale	Djonfiéné Pabamé	Personne /ressource
24	Ministère de l'élevage	Adyl Béchir	Directeur
25	Ministère de l'Environnement de l'Eau et de la Pêche	Olivier Kimto	Directeur Général de l'Environnement et du Développement Durable

26	Ministère de l'Agriculture	Mahamat Djimé Drenemi	Directeur de la Production agricole
27	Ministère du Plan et de de l'économie	Nainbayel Djekonde	DG Etudes & Plan
28	Ministre de l'Administration territoire	Hassan Abdoulaye	Directeur Adjoint de la Protection Civile
29	OCHA	Belinda Holdsworth	Chef de Bureau
30	OXFAM	Awaïss Yahaha	Coordonnateur Consortium RESTE
31	OXFAM	Nodjineloum Marius	Coordonnateur MESA
32	PRESIBALT/CBLT	Tchouadang Kadjonga	Coordonnateur National
33	SISAAP	Mahamat Alamine Alhabo	Coordonnateur National
34	SOS SAHEL	Adam Mahamat K.	Directeur Exécutif
35	UICN	Dadoum D. Magloire	Chef de Projet
36	Université de Ndjamena	Madjigoto Robert	Chef département de Géographie

c) Liste des participants aux travaux de groupe

Groupe	Participants
Groupe 1 : Production et diffusion de connaissances et d'informations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Komna Ngamara 2. Ayday Lintel 3. Mahamat A. Alhabo 4. Awaiss Yahaya 5. Mahamat Nour Abdallah 6. Dr Benoit Saar
Groupe 2 : Politiques publiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bénoudji Colette 2. Ali Moustapha 3. Dr Adil Béchir 4. Mahamat Djime RENIH 5. Tchouadang Kadjouga 6. Hassane Abdoulaye 7. Aïssatou Oumarou 8. Bitangue Ousmane
Groupe 3 : Gestion des Ressources Naturelles	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nodjineloum Marius 2. Djonféne Pabamé 3. Adam Koulbou 4. Mahamat Abderamane Mahamat 5. Djarma Ali
Groupe 4 : Adaptation des modes de financement aux enjeux de la résilience et des changements climatiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dr Naimbayel Djékondé 2. Jennifer M'vouama 3. Nadji Telro Wai

d) Allocution du Représentant du MEEP

Projet d'allocution de l'ouverture de l'Atelier par le Représentant de
Monsieur le Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche
N'djamena, Hôtel Ledger Plaza, 03 septembre 2019

- *Monsieur le Représentant de Département du Développement International Britannique,*
- *Mesdames, Messieurs, les Représentants de Ministères Sectoriels,*
- *Mesdames, Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et financiers,*
- *Mesdames, Messieurs, les Représentants des Organisations Non Gouvernementale et des Organisations de la Société Civile,*
- *Mesdames, Messieurs, les Coordonateurs des Programmes et Projets,*
- *Mesdames, Messieurs, les Représentants des Universités et Instituts de Recherche,*
- *Madame la Chargée de projets Afrique de l'Ouest / Sahel, Gestionnaire de Fonds de BRACED,*
- *Mesdames, Messieurs,*

L'atelier qui nous réunit ce matin se tient à trois semaines du Sommet mondial sur le Climat prévu le 23 septembre à New York où des milliers de participants représentant plus de cents pays débattront sur les mesures à prendre pour sauver notre planète malade de notre mauvais comportement et pour nous adapter aux impacts des changements climatiques.

C'est donc une opportunité pour tous les participants à cet atelier représentant l'Administration, la Société Civile, l'Université, les Partenaires Techniques et Financiers, d'échanger sur l'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturels et le renforcement de la résilience de la population impactée par ces fléaux, en prélude à cette grande messe mondiale.

Mesdames, Messieurs,

Le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche avec l'Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique (AMCC) met en œuvre depuis 2014, le projet « Adaptation aux effets du Changement Climatique et développement des Energies renouvelables ». Il a déjà élaboré la stratégie nationale de lutte contre le changement climatique et le schéma directeur des énergies renouvelables depuis 2018.

D'autres départements ministériels mettent également en œuvre des projets de renforcement de la résilience ou d'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturels avec l'appui de nos partenaires que je tiens ici à remercier au nom de Monsieur le Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche.

Mesdames, Messieurs,

Le projet « Adaptation au changement climatique et renforcement de la résilience au Tchad » mis en œuvre par l'ONG CONCERN WORLD WIDE avec l'appui technique de BRACED et l'appui financier de DFID va prendre fin ce mois-ci. Il nous offre une fois de plus, l'occasion d'échanger sur deux thèmes importants du changement climatique, pour les pays les moins avancés comme le Tchad. A savoir, l'adaptation et la résilience.

Le nombre, la qualité et la diversité des participants que j'observe dans cette salle me rassurent sur l'issue des échanges et les recommandations qui en découleront. Notre Département attend avec beaucoup d'intérêt les résultats de vos travaux qui vont éventuellement lui servir pour sa participation au sommet sur le climat de New York.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert, l'atelier Atelier de capitalisation et d'échanges sur l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience au Tchad.

Je vous remercie de votre aimable attention

e) Allocution du Représentant du DFID à l'ouverture de l'atelier

Bonjour à toutes et à tous.

Pour ceux qui ne me connaissent pas, je suis le représentant basé ici à N'Djamena du Department for International Development, le Ministère du gouvernement britannique chargé du développement international.

Je tiens à vous remercier d'être venu aujourd'hui pour traiter ce sujet d'énorme importance pour le Tchad : celui de la résilience. Comme le dit cette étude, selon certaines estimations le Tchad est le pays le plus touché par le changement climatique du monde. Les ravages des aléas climatiques ne peuvent pas être surestimés – les précipitations plus irrégulières, les sécheresses, la désertification, les inondations. Et ce n'est pas que le changement climatique qui fait souci – l'essor démographique est en train de mettre plus de pression sur les ressources naturelles du pays que jamais auparavant. Cela fait déjà plusieurs années que nous ressentons déjà les effets ici au Tchad.

Grace au financement du Royaume-Uni le dispositif BRACED a aidé plus de 300.000 personnes dans l'est du pays à être plus résilientes face aux extrêmes climatiques depuis 2015. D'ailleurs nous allons entendre parler des principaux résultats tout à l'heure. Pour conclure ce programme, nous avons demandé à l'équipe de gestion BRACED de préparer un état des lieux sur le renforcement de la résilience au Tchad – et voici le résultat, une étude qui couvre d'une manière concise mais compréhensive le contexte environnemental, les vulnérabilités des populations, les cadres de gouvernance, les flux des financements, et fini par esquisser les grandes lignes de réponses potentielles. Ce sont ces conclusions que nous allons travailler plus tard, afin de développer une feuille de route pour la suite.

Trouver des solutions durables ne sera pas facile. La résilience par sa nature transcende les découpages sectoriels si bien-aimés par nous les acteurs de développement. Pour faire face à une telle menace, nous allons devoir faire des efforts au-delà de tout ce qui a été tenté jusqu'à présent. Je vais reprendre brièvement un des piliers stratégiques que nous présente le rapport: privilégier la convergence des actions plutôt que les approches intégrées. Cette approche nécessitera une coopération plus proche entre les acteurs humanitaires et développement. Pour fournir un petit exemple : chacun et chacune, de son côté et avec son expertise va devoir collaborer plus étroitement à l'avenir pour éliminer les fléaux irréductibles de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire. Et bien sûr tout cela en partenariat avec la partie nationale; comme un autre des piliers qui nous rappelle: nous devrions placer les acteurs tchadiens au centre de la stratégie.

Je tiens à remercier les consultants de l'IRAM pour l'élaboration de ce rapport, et l'équipe de PwC/BRACED d'avoir chapeauté ce programme jusqu'à sa fin. Je sais que beaucoup d'entre vous ont participé aux consultations qui ont précédé l'élaboration de ce rapport – c'est donc un document qui nous appartient tous, et j'espère que vous saisissez l'opportunité présentée aujourd'hui d'engager avec les conclusions et ensemble commencer à appliquer des solutions.

Alors je vais terminer en vous souhaitant bon travail– ce n'est pas une exagération de dire que la contribution de chacun et chacune d'entre vous est requise pour que le peuple Tchadien soit mieux équipé pour s'affronter à tout ce que l'avenir lui apportera.

Je vous remercie de votre attention.

f) Mot de bienvenue de AGORA 30 Tchad

Atelier de restitution et d'échanges sur l'adaptation aux climatiques et le renforcement de la résilience au Tchad

Mot de bienvenue du Secrétariat de « AGORA 30 de la Résilience au Tchad »

Par la Coordinatrice de Lead Tchad, Mme Bénoudji Colette

N'Djamena, Hôtel Ladger Plaza, 03 septembre 2019

- *Monsieur le Représentant du Ministre de l'Environnement*
- *Monsieur le Représentant du Département pour le Développement International de Royaume Uni ;*
- *Mesdames, Messieurs les Représentants des Ministères Sectoriels ;*
- *Mesdames, Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;*
- *Chers membres de la plateforme Agora30 de la Résilience au Tchad*
- *Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Non Gouvernementales et des Organisations de la Société Civile ;*
- *Mesdames, Messieurs les Coordonnateurs des Programmes et Projets ;*
- *Mesdames, Messieurs les Représentants des Universités et Instituts de Recherche ;*
- *Madame la Chargée de Projets Afrique de l'Ouest/Sahel, Gestionnaire de Fonds BRACED*
- *Distingués Invité e)s*

Au nom de la Plate-forme « AGORA 30 de la Résilience au Tchad », dont Lead Tchad assure le secrétariat, j'ai l'honneur de vous souhaiter la cordiale bienvenue à cet atelier de restitution et d'échanges sur l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience au Tchad.

Dans le cadre du programme BRACED (Construction de la Résilience et Adaptation aux Extrêmes Climatiques et aux Catastrophes - Building Resilience for Adaptation and Climate Extremes) financé par DFID et mis en œuvre au Tchad dans le Dar Sila par l'ONG Concern World Wide, Lead Tchad en partenariat avec Enda, Concern World Wide et le projet AMCC – Tchad qui fonctionne sous la tutelle de la direction de Lutte Contre les Changements Climatiques du ministère de l'Environnement ont organisé un atelier national des acteurs de la résilience aux catastrophes climatiques et non climatiques au Tchad le 21 juin 2016 à l'hôtel Mercure à N'Djamena. A la fin de cet atelier, les parties prenantes (société civile, représentants des ministères sectoriels, universités et autres instituts) ont décidé de créer une plate-forme nationale dénommée « Agora 30 de la Résilience au Tchad », afin de promouvoir la synergie d'actions des parties prenantes de la résilience dans le respect des initiatives de chacun et en cohérence avec les priorités nationales de développement du Tchad.

Ensuite, par un financement de l'ONG Concern World Wide, un plan d'action a été réalisé et un site web créé. Plusieurs ateliers de renforcement des capacités dont l'atelier sur l'intégration de l'adaptation et de la résilience face aux changements climatiques dans la

planification du développement local, le genre et les ODDs. Des groupes thématiques en pleine dynamique sont créés. Un second financement de l'Union Européenne à travers le projet AMCC a permis d'organiser un atelier pour la présentation du plan d'action 2018-2020 aux bailleurs et d'opérationnaliser déjà 4 groupes thématiques. (Services climatiques animés par l'ANAM Adaptation aux changements climatiques(AMCC); Gestion des risques de Catastrophes. (PF RRC) et Genre et résilience (Lead Tchad).

Nous profitons de cet espace pour remercier le Département du Développement International du gouvernement Britannique pour l'appui que nous avons reçu à travers le programme BRACED au Tchad

Nous remercions également le programme BRACED et le gestionnaires de fonds pour le choix de partager cette étude dans ce cadre créé pour le dialogue multi-acteurs sur la résilience.

Nous réitérons nos remerciements à l'endroit du gouvernement tchadien qui a créé un environnement favorable permettant de mener les initiatives semblables et pour son appui indispensable à Agora 30 de la Résilience au Tchad à travers les représentants des ministères sectoriels qui nous accompagnent jusque-là.

Bienvenue à tous en vos rangs et qualités. Bon séjour à Ndjamena et bon travail à tous.

Je vous remercie